



Chiffres du chômage : malgré les annonces, Pôle emploi ne désemplit pas

Avec 700 000 demandeurs d'emploi de plus qu'avant la crise, le gouvernement a-t-il le droit de crier victoire ?

Certes, certains chiffres du chômage en mars 2011 sont en baisse, mais relativisons les déclarations de nos ministres beaucoup trop prompts à l'autosatisfaction.

En effet, le nombre de chômeurs en catégorie A baisse légèrement sur un mois (0,8 %), alors que sur un an le nombre de salariés privés d'emploi toutes catégories confondues s'est accru de 3,8 %, pour dépasser les 4 millions d'inscrits à Pôle emploi.

La sortie de crise n'est donc pas au rendez-vous, car des tendances inquiétantes subsistent et s'installent. Comme les mois précédents, les chômeurs les plus éloignés de l'emploi sont venus grossir les rangs des demandeurs d'emploi :

- La progression du chômage de longue durée ne se dément pas avec 1 531 000 personnes inscrites depuis plus d'un an, soit 6 000 de plus qu'en février. Cette inertie du chômage de longue durée est très préoccupante, car elle risque d'exclure définitivement du marché du travail toute une partie de la population.

- Le chômage des plus de 50 ans continue également sa progression mois après mois. Ils sont aujourd'hui 769 700, soit une progression sur un an de 14,2 % (1,2 % sur un mois). La réforme des retraites ne devait-elle pas encourager les employeurs à maintenir dans l'emploi les seniors ? Tel n'est malheureusement pas le cas et ce n'est pas une surprise pour la CGT.

- Le nombre de chômeurs ayant une activité réduite en catégories B et C augmente respectivement de 4,8 % et de 14,7 % sur un an. Ces chiffres confirment l'installation de la précarité des salariés, surtout lorsque l'on sait que seulement une embauche sur dix se fait en CDI.

Alors que Xavier Bertrand prétend qu'une « *nouvelle tendance se dessine* », la CGT ne peut que constater que la précarité s'installe durablement et que la revendication pour le plein emploi reste plus que jamais d'actualité.

Le 1er mai doit être une des occasions pour porter cette exigence et dénoncer la politique gouvernementale de l'emploi trop éloignée d'une véritable action, pour que toutes et tous bénéficient d'un travail digne de ce nom.

Montreuil, le 28 avril 2011